

dera une question encore peu débattue à la Chambre des communes, celle de l'énergie nucléaire. A mon avis et de l'avis de mes collègues, c'est une question que le gouvernement libéral cherche délibérément à éviter. Je vois ici le secrétaire parlementaire du ministre qui a été le grand coupable en la matière, mais qui sans aucun doute a suivi en cela la politique du gouvernement. J'invite le ministre qui se propose de prendre la parole après moi à me répondre.

Le fait est que le présent gouvernement est prêt à miser tête baissée sur l'industrie nucléaire malgré les risques d'accidents et le danger pour les générations futures. C'est une grave question. Nous n'allons pas invoquer tous les problèmes que pose l'industrie. Tout ce que nous disons, c'est que cette question devrait au moins être débattue publiquement. Nos vues sur l'expansion de l'industrie nucléaire peuvent différer de celles de nos amis, à droite, mais eux au moins étaient disposés, lorsqu'ils étaient au pouvoir, à tenir une enquête, à recueillir divers points de vue et à débattre publiquement de la question. Ce qui n'est pas le cas du présent gouvernement. Le député de Winnipeg-Birds Hill en parlera et si les députés qui siègent à ma droite veulent bien écouter, je vous entretiendrai un moment de notre préoccupation concernant l'absence actuelle de politique énergétique. Je voudrais vous donner un exemple, si vous me le permettez, de ce qu'un Canadien moyen trouverait à nous dire s'il avait la parole aujourd'hui à la Chambre.

La première chose qu'un consommateur demanderait est de savoir qui est le ministre de l'Énergie au Canada. J'aperçois là-bas un monsieur qui prétend l'être mais il ne semble pas montrer toute l'efficacité qu'on attendrait d'un tel ministre. Qui détermine donc le prix de l'essence que nous achetons? Certainement pas ce ministre-là. Il n'a pas réussi à conclure une entente avec l'Alberta à ce sujet. Qui plus est, son chef, le premier ministre du Canada (M. Trudeau) s'est entretenu deux jours durant avec son homologue albertain à Ottawa consacrant ensuite le reste de l'été à se soucier de la constitution. Je reconnais la gravité du problème québécois et nous nous en sommes d'ailleurs sérieusement préoccupé et je sais aussi que la constitution revêt une grande importance. Toutefois, les gens de ma circonscription de l'Ouest me demandent quelles sont nos priorités. La priorité devrait certes être de nous doter d'une politique énergétique efficace. Comme le député de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell) l'a signalé à maintes reprises à la Chambre, il est également urgent d'adopter une politique de logement convenable et une politique anti-inflation. Ce sont, selon les Canadiens moyens, les questions les plus pressantes.

● (1600)

Le 1^{er} août 1980, le prix de l'essence a augmenté de \$2. C'était une hausse décrétée unilatéralement. Le ministre n'a rien eu à voir avec elle. Quand la presse l'a interrogé à ce sujet, il a dit: «Nous allons simplement la mettre de côté et peut-être parviendrons-nous à une entente plus tard.» La question est qui en paie les pots cassés? Je prétends que c'est la population canadienne qui est victime de cette absence de politique parce que chaque fois que les Canadiens font le plein d'essence, en vertu de la distribution actuelle des dollars provenant de l'essence, ils remplissent les poches des compagnies de pétrole. Les compagnies de pétrole réalisent d'énormes bénéfices.

L'énergie

M. Lalonde: Et le gouvernement?

M. Waddell: Un député dit le gouvernement aussi. Comme le savent les députés, d'après la formule actuelle, toute augmentation d'un dollar le baril est partagée de la façon suivante: 45c. pour le gouvernement provincial de l'Alberta, 45c. pour les compagnies de pétrole et 10c. pour le gouvernement fédéral. Si le ministre veut contester ces chiffres, il aura l'occasion de le faire dans son discours. Je vois qu'il opine du bonnet. Ce que je dis doit être vrai ou il est fatigué, l'un ou l'autre.

M. Lalonde: Peut-être les deux.

M. Waddell: Le fait est que les 45c. qui sortent des poches des contribuables canadiens vont aux compagnies de pétrole parce que nous n'avons pas de politique énergétique efficace ou d'accord entre Peter et Pierre. Si Peter et Pierre ne peuvent mettre au point une politique énergétique ou s'entendre, il serait peut-être temps qu'ils partent tous les deux. C'est ce que disent les consommateurs canadiens.

M. Paproski: Peut-être est-ce vous, Waddell, qui allez partir.

M. Waddell: L'argent va à des compagnies qui sont contrôlées en grande partie par des étrangers et les consommateurs finiront par se fatiguer de ce partage.

J'ai écouté le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), le porte-parole des conservateurs, et j'ai l'impression que, comme pendant le débat du 8 juillet, les conservateurs sont encore en train de contester les dernières élections. Je suis surpris qu'ils aient soulevé la question. Je dirais même qu'ils contestent les deux dernières élections. Ils continuent à proposer la même politique, à savoir que le Canada s'aligne sur le cours mondial. Le problème, c'est que les consommateurs canadiens ne sont pas d'accord. Pour eux, il s'agit d'un prix artificiel et ils refusent de voir le prix de l'essence atteindre le cours mondial. L'autre chose qu'ils refusent, et c'est la raison pour laquelle ils ont rejeté le budget de l'ex-ministre des Finances, c'est de s'aligner trop vite sur les prix mondiaux. Les consommateurs ne veulent pas que le prix de l'essence augmente trop vite.

Les Canadiens sont prêts à accepter une augmentation, ils sont prêts à sortir de l'argent de leurs poches pour payer l'essence plus cher, mais à condition que cet argent revienne à notre gouvernement. Il faut qu'il profite aux Canadiens de diverses façons. Il doit leur revenir grâce aux crédits d'impôt destinés aux économiquement faibles, et il doit leur permettre—j'y reviendrai un peu plus tard—de racheter et de contrôler notre industrie énergétique. Si nous disons aux Canadiens qu'en payant l'essence plus cher ils contribueront à reprendre le contrôle de leur industrie qui a été bradée par les gouvernements libéraux et conservateur précédents, ils seront d'accord.

Je profite de ce que j'ai la parole pour traiter de deux questions de politique gouvernementale qui sont à l'ordre du jour. Aujourd'hui, à la Chambre, le député de Central Nova (M. MacKay) a posé une question au premier ministre (M. Trudeau) au sujet de propos attribués au gouverneur du Massachusetts, selon lequel le Canada devrait exporter son gaz naturel vers les États-Unis. Voilà encore un cas où l'on parle de vendre notre gaz naturel au lieu de l'utiliser au Canada. A part les quelques discours qu'il a faits depuis son entrée en fonctions, la seule chose que le ministre ait faite, c'est de prendre une décision, celle de construire le premier tronçon du pipe-line de l'Alaska. Il a choisi de vendre nos réserves de gaz